

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Cellules Risques Anthropiques
89 rue Weber – CS 52 002
30 907 NÎMES CEDEX 2

Nîmes, le 03/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/03/2023

Contexte et constats

Publié sur



RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DÉCORATION

Rue de la Mousselière
30 133 LES ANGLES

Références : SC/2023-04-271

Code AIOT : 0006600425

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/03/2023 dans l'établissement RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DÉCORATION implanté rue de la Mousselière sur la commune des Angles. L'inspection a été annoncée le 31/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage la situation de l'installation au regard de la réglementation « ICPE », notamment en ce qui concerne les dispositions applicables aux liquides inflammables.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DÉCORATION
- Rue de la Mousselière – 30 133 LES ANGLES
- Code AIOT : 0006600425
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société RESSOURCE MARCHAND DE COULEUR DÉCORATION est spécialisée dans la fabrication de peintures en phase aqueuse (95 %) et en phase solvant (5 %) pour le secteur du bâtiment et les particuliers. La production de 2022 s'est établie à 641 tonnes.

L'usine des Angles est implantée sur le site actuel depuis 1993. Initialement exploitée par la société BLANCOLOR, elle est depuis 2017, exploitée par la société RESSOURCE.

L'établissement est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n°09.051N du 6 juillet 2009 dont les dispositions ont été complétées par l'arrêté préfectoral n°20-111-DREAL du 27 février 2020 pour prendre en compte notamment la présence d'entreprises locatrices sur le site et par l'arrêté préfectoral n°2023-008-DREAL du 6 février 2023 qui prend acte de la stratégie de lutte contre l'incendie définie dans l'établissement.

S'agissant de la situation administrative, le classement ICPE du site a été actualisé en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 février 2020 susvisé. L'établissement exploité par la société RESSOURCE relève désormais du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2515 suite à la modification de cette rubrique par le décret n°2012-1304 du 26 novembre 2012, ainsi qu'au titre de la rubrique 4331 suite à la création de cette rubrique par le décret n°2014-285 du 3 mars 2015. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement soumis à la rubrique 4331 sont applicables à l'établissement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- État des stocks
- Prévention des risques
- Produits chimiques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées,
 - les observations éventuelles,
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète,

conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.

– « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	État des matières stockées	Arrêté ministériel du 01/06/2015 Article 9	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
2	Conditions de stockage	Arrêté ministériel du 01/06/2015 Article 11.3.IV	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
3	Surveillance de l'installation	Arrêté ministériel du 01/06/2015 Article 23.II	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite qui avait été donnée	Autre information
4	Plan de défense incendie	Arrêté préfectoral complémentaire du 27/02/2020 Article 7.11.1	/	Sans objet
5	Vérification périodique des équipements	Arrêté ministériel du 01/06/2015 Article 25.III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite concerne le volet « liquides inflammables » au regard des dispositions de l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2015 susvisé. L'inspection a permis de constater que les points contrôlés listés ci-dessous respectent les prescriptions réglementaires. Des éléments complémentaires et détaillés dans les fiches de constats ci-après sont toutefois demandés à l'exploitant dans un délai d'un mois s'agissant de l'état des stocks des matières dangereuses, les conditions de stockage des liquides inflammables et le système de détection incendie.

- État des matières stockées : cet état doit être établi depuis le 1^{er} janvier 2023. Une extraction de l'état des stocks des produits présents sur le site à la date de l'inspection a été présentée à l'inspection. Cette extraction permet de connaître la quantité totale de produits stockés selon s'il s'agit de matières premières ou de produits finis. Il est également possible de discriminer une catégorie de produits comme les matières dangereuses inflammables.
À noter toutefois que cet état des stocks doit être complété pour respecter précisément les dispositions réglementaires applicables (cf fiche de constat n°1),
- Conditions de stockage :
 - récipients mobiles : aucun liquide inflammable de catégorie 1 (H224) n'est entreposé sur le site. Quant aux liquides inflammables de catégorie 2, ils sont conditionnés en fûts (absence de contenants fusibles) dont le volume unitaire ne dépasse pas 200 litres.
 - stockage dans les bâtiments : les produits solvantés sont stockés dans un unique bâtiment dénommé MPS. La hauteur de stockage limitée à 5 mètres et la distance minimale de 1 mètre entre le sommet des stockages et la base de la toiture sont respectées. Par contre, la distance minimale de 1 mètre par rapport aux parois du bâtiment n'est pas respectée (cf fiche de constat n°2),
- Moyens de lutte contre l'incendie : le site dispose d'extincteurs, de RIA dont 3 sont équipés d'une réserve d'émulseur de 200 l, d'une réserve d'émulseur de 1900 l et de réserves de produit absorbant réparties à l'intérieur des bâtiments et sur les aires extérieures. Les appareils sont vérifiés tous les ans et les émulseurs font l'objet d'un test de foisonnement annuel. 5 poteaux incendie publics sont également implantés à proximité de l'établissement. La vérification du débit des poteaux qui a été réalisée en mai 2022 par les services techniques de la mairie de la commune, met en évidence une disponibilité effective minimale de débit d'eau de 121 m³/h.
- Rétentions : la cuve de 30 m³ de white-spirit et les 30 citernes de capacité unitaire de 1,4 m³ sont placées dans des cuvettes de rétention bétonnées et correctement dimensionnées. Les bâtiments de stockage et les deux ateliers de fabrication sont sur rétention au moyen d'un seuil surélevé de 20 cm et leur sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir tout déversement accidentel, en particulier les deux ateliers qui possèdent chacun un caniveau de collecte relié à un cuve de 1 m³. Un contrôle visuel par sondage lors de la visite ne relève aucun désordre apparent concernant l'étanchéité de ces rétentions.
- Entretien des stockages : les citernes font l'objet de vérifications annuelles en interne portant sur le contrôle visuel des parois, l'état des peintures des citernes et l'état du bac de rétention. La capacité de la cuve de white-spirit étant supérieure à 10 m³, cette dernière est contrôlée tous les 5 ans par un organisme agréé. La dernière vérification de 2021 atteste de son bon état.
- Surveillance de l'installation : tous les bâtiments du site (bureaux, ateliers de fabrication, bâtiments de stockage) disposent d'une détection automatique d'incendie composée de détecteurs de fumées, d'une centrale incendie, d'une alarme sonore (sirènes) et de voyant lumineux. Ce dispositif est contrôlé une fois par an au lieu d'une fréquence semestrielle comme prévu par la réglementation (cf fiche de constat n°3).

2-4) Fiches de constats

N°1 : État des stocks

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 01/06/2015 – article 9

Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks et Matières dangereuses

Prescription contrôlée :

I. Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le Code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées prévu au point II.

II. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

«Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2. Répondre aux besoins d'information de la population : un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses ainsi que pour les liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.

Les dispositions du présent point II sont applicables à compter du 1er janvier 2023.

Constats :

Les fiches de données sécurité (FDS) des produits et matières stockés sur le site, lorsqu'elles existent, sont disponibles, facilement accessibles et mises à jour régulièrement.

Par sondage, une FDS a été consultée concernant un produit inflammable dénommé LIXOGLYP 02.64.70 D40 (résine alkyde pour la formulation de peinture). Les éléments comme l'identification des dangers (pictogrammes de danger et mentions de danger de la substance), les conditions de stockage (récipient fermé et stocké dans un endroit sec et bien ventilé) et les moyens d'extinction appropriés (eau avec additif AFFF) ont fait l'objet d'une vérification sur le terrain et concordent avec les données fournies par la FDS.

L'établissement dispose d'un logiciel consulté le jour de l'inspection, dans lequel figure l'ensemble des informations nécessaires pour chacun des produits stockés, comme entre autres la désignation du produit, sa référence, la quantité totale stockée sur le site, la nature du produit (matières premières ou produits finis), la contenance unitaire pour les produits finis et des données techniques nécessaires pour gérer la fabrication des produits.

À partir des données renseignées dans ce logiciel, l'exploitant a fourni une extraction de l'état des stocks des produits présents sur le site à la date de l'inspection. Le document présenté reprend la désignation du produit et la quantité totale. Mais cet état des stocks ne précise pas :

- les différentes familles de dangers des produits déterminées au moyen des mentions de danger HXXX (toxique, inflammable, comburant, combustible...) qui peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX ou 1436 de la nomenclature,
- l'état du produit à température ambiante (liquide, solide, poudre, gaz),
- le risque spécifique en cas d'incendie pour les produits autres que les matières dangereuses (matières corrosives, nocives ou irritantes),
- les déchets produits sur le site et leur quantité associée.

Cet état des stocks peut être mis à jour de manière quotidienne, tandis qu'un inventaire de l'ensemble des produits entreposés dans les bâtiments est effectué deux fois par an.

L'inspection a contrôlé sur le terrain par sondage, la conformité de l'état des stocks des matières stockées aux stockages réellement présents. Trois matières premières ont été choisies, un produit inflammable (résine alkyle), un pigment en poudre de couleur bleu outremer et une poudre de silice ACEMATT TS 100 (agent de matage). Seul le pigment présentait un écart avec le réel (quantité plus importante dans le bâtiment) sans conséquence sur le risque incendie (le pigment d'outremer ne s'enflamme pas facilement et n'offre pas intrinsèquement de conditions favorables à l'inflammation s'il est inclus dans un incendie).

Cet état des stocks est accessible à tout moment y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N°2 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 01/06/2015 – article 11.3.IV
Thème(s) : Risques accidentels, distances de sécurité
Prescription contrôlée : IV. Aménagements particuliers dans un bâtiment : A. Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de chauffage et d'éclairage. Cette distance est augmentée lorsque cela est nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu au point II. B de l'article 14. B. La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables en récipients mobiles est compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu au point II. B de l'article 14 est : <ul style="list-style-type: none">– limitée à 7,60 mètres pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 30L et inférieur à 230 L,– limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients mobiles de volume strictement supérieur à 230 L. En l'absence de système d'extinction automatique, cette hauteur est limitée à 5 mètres. C. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois de la partie de bâtiment où est stocké au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette distance est portée à 0,3 mètre pour les stockages en palettier. D. Les récipients mobiles stockés en masse forment des îlots limités selon les dimensions suivantes : <ul style="list-style-type: none">– la surface au sol des îlots est au maximum égale à 500 mètres carrés,– la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres,– la distance entre deux îlots est au minimum égale à 2 mètres. Ces îlots sont associés aux zones de collecte telles que définies au V de l'article 22 E. La hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides non inflammables et autres produits, substances, ou mélanges, est compatible avec le dimensionnement du système d'extinction automatique d'incendie prévu au point II. B de l'article 14. En l'absence d'extinction automatique, cette hauteur est limitée à 8 mètres. F. La distance au sol entre les parois, façades ou élément de structure en l'absence de paroi d'une partie de bâtiment abritant au moins un liquide inflammable et des stockages extérieurs abritant au moins un liquide ou solide liquéfiable combustible en récipient mobile n'est pas inférieure à 10 mètres. Cette distance n'est pas applicable : <ul style="list-style-type: none">– si la paroi extérieure du bâtiment abritant au moins un liquide inflammable est REI 120 et dépasse d'au moins 1 mètre la couverture du bâtiment,– si l'exploitant justifie que les effets dominos (seuil des effets thermiques des 8 kW/ m²) ne sont pas atteints, sans nécessité de dispositions actives, réciproquement de l'un des stockages vers l'autre stockage. Les éléments de justification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : La distance minimale de 1 mètre entre les parois du bâtiment de stockage des produits solvantés désigné MPS, et le stockage des produits, n'est pas respectée. Les différents stockages se trouvaient à environ 70-80 cm de la paroi. L'exploitant devra réorganiser les stockages présents dans le bâtiment MPS pour respecter l'ensemble des distances réglementaires préconisées et mettre en œuvre des mesures telles qu'un marquage au sol, pour que ces distances d'éloignement restent conformes dans le temps.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N°3 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 01/06/2015 – Article 23.II
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Prescription contrôlée : C. Les parties de bâtiment abritant au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 ainsi que les locaux techniques et les bureaux situés à une distance inférieure à 10 mètres sont équipés d'un dispositif de détection incendie qui actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment. Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments contenant moins de 10 mètres cubes de ces liquides, sous réserve que chacun de ces bâtiments soit distant d'un espace libre d'au moins 10 mètres des autres bâtiments ou des installations susceptibles d'abriter au moins un liquide relevant de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734. Cette quantité maximale de 10 mètres cubes est limitée au strict besoin d'exploitation. [...] E. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer le dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Tous les bâtiments du site sont équipés d'un dispositif de détection incendie composé d'une centrale incendie remplacée en février 2023, de détecteurs de fumées, de sirènes et de voyants lumineux. La facture relative au renouvellement du contrat pour la maintenance des systèmes d'incendie pour la période du 01/04/22 au 31/03/23 a été consultée : il est précisé que la vérification périodique comprend une visite d'entretien annuelle, cette dernière ayant été effectuée le 8 décembre 2022 (vu le rapport d'intervention n°#11114). L'exploitant devra se rapprocher de la société en charge des vérifications afin que soient organisés au moins deux fois par an des vérifications de maintenance et des tests du dispositif de détection incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N°4 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 27/02/2020 – article 7:11.1
Thème(s) : Risques accidentels, Quantité d'émulseurs
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un Plan d'Urgence Interne sur la base des risques présentés par l'établissement et des moyens d'intervention nécessaires analysés dans l'étude de dangers. Le Plan d'Urgence Interne définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas de survenue d'un accident/incident en vue de protéger le personnel de l'établissement, le personnel des entreprises locatrices présentes dans l'établissement, les populations et l'environnement. En cas d'accident, l'exploitant met en œuvre les moyens et personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du plan et assure la direction des secours à l'intérieur des installations. Le Plan d'Urgence Interne est affiché dans l'établissement. Le PUI est mis à jour régulièrement, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. Le PUI et les modifications notables successives sont transmis au préfet et au service départemental d'incendie et de secours.
Constats : Dans le cadre de sa stratégie de lutte contre l'incendie, l'exploitant a complété la réserve d'émulseurs déjà présente sur le site par une quantité de 600 litres d'agent moussant. Désormais la réserve d'émulseur du site s'élève à 2500 litres et s'établit comme suit : – 3 fûts de 200 l équipant 3 RIA placés dans l'atelier de fabrication des peintures à base aqueuse, dans l'atelier de fabrication des peintures à base solvantée et dans le bâtiment de stockage des produits solvantés, – une réserve de 1 900 l située dans un local technique composée de 9 fûts de 200 l et 5 bidons de 20 l. L'exploitant devra mettre à jour son Plan d'Urgence Interne dans lequel sont détaillés les moyens de lutte contre l'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N°5 : Vérification périodique des équipements

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 01/06/2015 – article 25.III
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance des rétentions
Prescription contrôlée : D. Inspections externes détaillées. Les inspections externes détaillées permettent de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. Ces inspections comprennent a minima : <ul style="list-style-type: none">- une inspection visuelle externe approfondie des éléments constitutifs du réservoir et des accessoires (comme les tuyauteries et les événements) ;- une inspection visuelle de l'assise ;- une inspection de la soudure entre la robe et le fond ;- un contrôle de l'épaisseur de la robe, notamment près du fond ;- une vérification des déformations géométriques éventuelles du réservoir, et notamment de la verticalité, de la déformation éventuelle de la robe et de la présence d'éventuels tassements ;- l'inspection des ancrages si le réservoir en est pourvu ;- des investigations complémentaires concernant les défauts révélés par l'inspection visuelle s'il y a lieu. Ces inspections sont réalisées au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie. F. Écarts constatés. Les écarts constatés lors de ces différentes inspections sont consignés par écrit et transmis aux personnes compétentes pour analyse et décision d'éventuelles actions correctives.
Constats : La cuve de white spirit fait l'objet d'une inspection externe détaillée tous les 5 ans par un organisme agréé. Les résultats de ces inspections quinquennales sont consignés par écrit sur un document de suivi. La dernière inspection de 2021 atteste du bon état de la cuve et de sa rétention. Toutefois, le compte-rendu d'intervention de l'organisme n'était pas disponible le jour de l'inspection. L'exploitant devra transmettre le rapport dans les meilleurs délais.
Type de suites proposées : Sans suite